

NEWS

SOLIDARNOSC



Date: le 15 avril 1985

No: 44

EN POLOGNE, les membres du syndicat NSZZ "Solidarnosc" concentrent leurs forces pour faire pression sur les autorités en vue d'une indexation complète des salaires suite aux trois phases d'augmentation des prix. Cette revendication fait partie d'un vaste plan d'action du syndicat pour la sauvegarde du niveau de vie en Pologne. Konrad Bielinski, membre de la commission exécutive de la région Mazowsze de NSZZ "Solidarnosc" considère le 28 février comme un tournant. Dans un article de la publication clandestine, "Tygodnik Mazowsze", il pense qu'en dépit de l'annulation de la grève d'avertissement, de nombreux membres ont retrouvé une nouvelle ardeur pour élaborer un programme unifié de protestations prévu pour coïncider avec les nouvelles augmentations de prix. Le syndicat revendique 2.000 zloty d'indexation pour chaque travailleur et tout le monde est d'accord sur ce point, bien que Bielinski rappelle que cette somme est purement symbolique. En effet, l'indexation des salaires dépend de la situation dans les diverses entreprises, ainsi que l'ont démontré les récentes grèves de l'usine Rosa Luxembourg. On a qualifié les méthodes du syndicat pour empêcher l'augmentation des prix, de "politiquement myopes". Cependant, Bielinski réplique, le but suprême et à long-terme du syndicat, qui est de construire un mécanisme économique permettant une indexation automatique des salaires, n'est pas seulement vital mais fait partie du but à long-terme. Pourtant, toute revendication de réforme économique ne peut prendre toute sa signification que dans un contexte de libertés de l'Homme et des syndicats. En conclusion, Bielinski affirme que la lutte contre la mauvaise gestion économique régnant en Pologne ne peut en aucun cas être dissociée du combat pour la libération des prisonniers politiques qui reste une des préoccupations premières des militants de NSZZ "Solidarnosc".

LECH WALESA a envoyé une lettre datée du 15 mars à John Vanderveken, Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres dans laquelle il remercie la CISL pour sa protestation immédiate au moment de l'arrestation des trois dirigeants syndicaux: Bogdan Lis, Wladyslaw Frasnyniuk et Adam Michnik. Dans sa lettre, Walesa déclarait que NSZZ "Solidarnosc" est prêt à protester contre les augmentations de prix, que le syndicat condamne la dernière vague d'arrestations de syndicalistes et annonce de nouvelles restrictions des libertés syndicales dans la loi sur le pluralisme syndical. Walesa remarque que les méthodes de recrutement pour les néo-syndicats s'accompagnent de chantage, de pots-de-vin et de pressions économiques. La récente campagne contre le Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc" à Bruxelles et la vigueur avec laquelle les mass-média ont attaqué notre Bureau illustrent bien, selon Walesa, l'inquiétude du pouvoir devant le soutien mondial dont bénéficie NSZZ "Solidarnosc". En conclusion, Walesa écrit que "Solidarnosc" est reconnaissant de l'aide qu'il reçoit du monde entier et espère qu'un jour il pourra offrir en retour plus qu'un soutien moral à tous ceux qui en ont besoin.

zl.: leurs salaires mensuels sont de 8.000 zl. alors que la moyenne nationale selon les statistiques officielles est de 18.000. Les arrêts de travail, les 28 février et 4 mars n'ont provoqué aucune réaction de la part de la direction. Le 8 mars, le directeur et secrétaire de la cellule du parti communiste a promis une décision pour le 14 mars. Le comité d'entreprise de NSZZ "Solidarnosc" de l'usine a appelé à d'autres arrêts de travail. Les grèves ont continué les 11 et 12 mars. La direction remit sa décision au 25 mars et ce jour-là annonça des augmentations allant de 700 à 1.000 zl. Proposition rejetée par les grévistes et nouvel arrêt le 26. La direction menaça alors de licencié toute l'unité de production en grève. Les femmes sont donc retournées au travail. Depuis, aucune nouvelle ne nous est parvenue sur l'évolution de la situation à Rosa Luxembourg.

EWA JUSZKO-PALUBSKA, une juriste, a été condamné par le juge Szydłowa de Lodz à 5 ans de prison pour avoir refusé de coopérer avec les services de sécurité (SB). Madame Juszko-Palubska avait défendu des membres de NSZZ "Solidarnosc" lors de leur procès à Piotrkow. Après avoir interrogé une centaine de ses anciens clients, la SB en a finalement trouvé trois qui se sont "soudain souvenus" avoir payé à madame Juszko quelques 100.000 zloty de pots-de-vin. Cette condamnation est un dangereux succès et un précédent dans la campagne des services de sécurité contre les

LES TRAVAILLEURS de l'usine d'équipement électrique Rosa Luxembourg de Varsovie, qui emploie principalement des femmes, ont entamé une série de grèves. Les grévistes revendiquaient une augmentation de 3.000

109 12007

avocats qui défendent les membres de NSZZ "Solidarnosc" et les prisonniers.

ANDRZEJ ROZPLOCHOWSKI qui avait demandé à être réengagé à Huta Katowice a vu son licenciement confirmé par le tribunal du travail. Rozplochowski, président du comité inter-entreprise de NSZZ "Solidarnosc" de Katowice et membre de la commission nationale du syndicat avait aussi été mis à la porte de son appartement, propriété de l'aciérie. La direction lui a promis qu'il pourrait le réintégrer quand il serait réengagé.

KAROL MODZELEWSKI, un des dirigeants de NSZZ "Solidarnosc" et professeur avait demandé à réintégrer ses fonctions à l'Institut d'Histoire de l'Académie Polonaise des Sciences (PAN). Sa demande a été rejetée par le président de l'Académie, Kostrzewski.

LE TRIBUNAL DU TRAVAIL (TKO) révisé administrativement les demandes de réintégration à leurs postes au port de Gdansk de Antoni Grabarczyk, Leszek Switek, Jozek Brzoski et Marek Rytter. Tous les quatre, ils avaient perdu leur emploi après avoir été emprisonnés pour leur appartenance au syndicat NSZZ "Solidarnosc". Grabarczyk avait été condamné à une amende de 15 mille zl. pour "avoir travaillé comme indépendant au marché noir".

MIECZYSLAW TARNOWSKI, un membre de "Solidarnosc" à Walbrzych (sud-ouest de la Pologne), s'est vu refusé à maintes reprises d'être réengagé au charbonnage de Walbrzych où il travaillait auparavant. Le 17 janvier, il avait été condamné par une cour administrative pour "parasitisme social". En février et en mars, il fut accusé d'être "l'organisateur de réunions illégales" chez lui. Les deux fois, les agents de la SB ont fouillé ses invités et sa maison et lui ont infligé des amendes dont le montant total s'élève à 38.000 zl.

LE PRESIDENT de l'Université Adam Mickiewicz de Poznan, a une fois de plus, refusé la réintégration dans ses fonctions de Janusz Palubicki, membre de la Commission Régionale de NSZZ "Solidarnosc" de Wielkopolska et ancien membre de la TKK.

ANNA SWIATEK, Mieczyslaw Czarski, Mirosław Grzesinski et Andrzej Gryczyk de Poznan ont été arrêtés fin février et sont accusés de "continuer leur travail au sein de NSZZ "Solidarnosc".

DES AGENTS DE LA SECURITE de Pila (Nord-ouest de la Pologne) ont arrêté, le 18 février, Henryk Michalek, contremaître à l'usine ZSO Polam, et Włodzimierz Gornacki, retraité. Le procureur a requis contre eux pour avoir "continué leur travail dans les structures clandestines de NSZZ "Solidarnosc". Le même jour, les agents ont passé sept heures à perquisitionner la maison de Franciszek Langer, un travail qui dirige le comité d'entreprise de NSZZ "Solidarnosc" à l'usine ZSO Polam.

LA TKO de Varsovie a décidé le 4 février de licencier Andrzej Gryga de l'usine Mera-Pnefal à Falenica, une petite ville près de Varsovie. Chef du Comité d'entreprise de NSZZ "Solidarnosc" de l'usine, Gryga avait organisé une réunion de prières à la mémoire du Père Jerzy Popieluszko, assassiné par des membres du S.B.

CZESLAW BOROWSKI, licencié de l'usine Dolmel de Wroclaw, après avoir été emprisonné et amnistié en juillet 1984, il ne lui fut pas possible de réintégrer son emploi malgré l'avis favorable de la TKO régionale.

ANDRZEJ BIERNICKI, ancien prisonnier politique et père de cinq enfants avait été licencié le 2 février des services de transports urbains de Varsovie (WKD). Il a reçu un préavis de deux semaines mais aucune explication quant à la décision prise. Biernicki travaillait à la WKD depuis mai 1984, après avoir été licencié de l'usine de tracteurs Ursus.

ELZBIETA KWIATKOWSKA, une bibliothécaire n'a pas pu retrouver son emploi à la bibliothèque principale de Walbrzych, sous prétexte de restrictions budgétaires. Internée le 13 décembre 1981 pendant 7 mois pour ses activités au sein de NSZZ "Solidarnosc", arrêtée en 1983 et amnistiée en Juillet 1984, Mme Kwiatkowska travaille actuellement comme "animatrice culturelle" pour une entreprise étatique de matériel sportif.

RYSZARD ZELAZNY, directeur de la polyclinique municipale de Wielbark a été obligé de démissionner de sa fonction parce qu'il a renvoyé sa carte du parti en 1981 et qu'il a refusé de recruter des membres pour les néo-syndicats en 1982.

JANUSZ SOBANSKI, un ancien prisonnier politique de Chelm, avait été engagé à l'essai par une entreprise d'équipements agricoles. Son contrat s'est terminé quand il a refusé de travailler un samedi-libre.

M. OSICKI directeur de l'hôpital provincial de Poznan, a vigoureusement encouragé les garde-malades et les directeurs des départements à s'inscrire aux nouveaux syndicats. Le président de la cellule du néo-syndicat à l'hôpital, Dr. Koprówiak, a été plus loin: il a menacé les garde-malades et les directeurs de licenciement s'ils ne s'y inscrivaient pas.

L'ACIERIE HUTA KATOWICE émet, par an et par kilomètre-carré, 55.000 tonnes de fumées et de poussières dangereuses en direction de la ville de Katowice; sur ces 55.000 tonnes, 40.000 sont émises par la centrale électrique. Les normes de pollution publiées avant la mise en service de l'aciérie prévoyaient des émissions de poussières polluantes limitées à un maximum de 250 tonnes par kilomètre-carré par an avec une prévision de 1.600 tonnes pour la centrale électrique. Les hauts-fourneaux produisent 100.000 tonnes de monoxyde de carbone par an, alors qu'on en avait prévu seulement 2.000 tonnes. A cause de l'aciérie, la concentration de

poussière au-dessus de Katowice est 15 fois plus élevée que celle qui est permise par les normes de sécurité en matière de pollution. De plus, l'unité de transformation de déchets prévue n'a jamais été construite. Ainsi, au lieu des 125.000 tonnes de déchets projetés, il y en a 4.500.000 tonnes par an. Et puisque l'aciérie ne possède pas suffisamment de terrains pour le stockage des déchets, elle paie 21 milliards de zlotys par an pour pouvoir déposer ces déchets qui, transformés, seraient pourtant, à concurrence de 93 %, des matières qu'on pourrait vendre. Par ailleurs, l'aciérie pompe 3.200 mètres-cubes d'eau par heures dans la rivière Sola, alors que selon les autorités provinciales cette eau doit servir aux besoins communaux. Après usage, 2.600 mètres-cube sont rejetés dans la rivière mais seulement 1.600 ont été traités et filtrés. Ces données ont été rassemblées par un groupe indépendant d'écologistes. En effet, les statistiques officielles ne sont pas accessibles au public polonais. Bien plus, dans une récente émission de radio, monsieur Szczepanski, directeur de l'Institut National d'Hydrologie à Varsovie, citait l'aciérie de Katowice en exemple: elle est, selon lui, dotée d'un excellent dispositif anti-polluant qui ne rejette que de l'eau pure et non-dangereuse pour l'environnement.

LES AGENTS DE LA SECURITE ont effectué une série d'arrestations à la fin-février dans les écoles et

les maisons de jeunes de Gorzow Wielkopolski. Dans le but d'éliminer le mouvement clandestin étudiant. Leur première cible fut l'école secondaire de la ville où depuis décembre 1984 les étudiants faisaient paraître une publication clandestine intitulée "Sokol" (Le Faucon). Des gamins de 17 et 18 ans furent quittés l'école les menottes au poings; l'un d'eux a été tellement battu durant l'interrogatoire de police qu'il est encore hospitalisé. 22 jeunes gens ont été arrêtés lors de la raffle et 7 sont encore en prison. Parmi les détenus il y a des scouts et des membres du Mouvement de Résistance des Jeunes (MRO), dissous par la SB en 1982. La SB a échoué cette fois-ci: le mouvement clandestin des jeunes à Gorzow vit toujours et continue à publier "Sokol" et "Szaniec" (Le Rempart).

DANS LE BUT de contrôler l'inflation des prix au marché noir des publications non-officielles (livres, timbres et cartes postales), les éditeurs clandestins de "Solidarnosc" de la région de Poznan ont décidé tous ensemble d'imprimer clairement le prix de leurs publications sur chaque exemplaire.

LE MINISTERE POLONAIS DE LA SANTE a admis le 27 février que le stock des médicaments s'épuise de façon alarmante et n'est pas remplacé. Si en 1983, 500 médicaments de base étaient épuisés, en 1984, ce nombre s'élevait à 900.

SOURCES: Obserwator Wielkopolski no. 90; Tygodnik Mazowsze nos. 120, 122, 123; Wola nos. 12, 13.

Nous remettons à jour notre liste d'adresses. pour vous assurer une livraison plus rapide du NEWS et éviter d'éventuelles erreurs, nous vous prions de remplir cette fiche (sans abréviations) et de nous la renvoyer. Merci.

(et en caractères d'imprimerie)

M./Mme. Prénoms

Nom

Titre/Département

Organisation

Adresse.....

.....

.....

Ville..... Etat/Province

Pays

NEWS: Français/Anglais. (Biffer la mention inutile)